

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 467

Artikel: Consommateurs militaires
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027294>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

cinq minutes pour remonter à pied à l'école."

Circulaire qui appelle me semble-t-il les remarques suivantes:

1. L'Ecole polytechnique fédérale — et par conséquent son parking — dépend de la Confédération.

2. Les examens de maturité fédérale sont organisés par la même Confédération.

3. Certains des experts (fédéraux) sont des hommes et des femmes de soixante-dix ans et plus. Il arrive qu'ils aient du matériel à transporter.

4. Ils sont pour la plupart citoyens suisses et contribuables vaudois — ce qui veut dire que par personnes interposées, ils désignent, ils nomment les responsables de l'Ecole polytechnique fédérale et contribuent à les payer de leurs deniers (par leurs impôts).

5. Enfin, si pendant les semestres, il se peut que le parking soit sollicité au maximum, il est douteux qu'en septembre, avant la reprise des cours, ce soit le cas.

Que conclure? Qu'apparemment, nous vivons chez les Papous; qu'il est difficile d'imaginer plus de mesquinerie et d'autoritarisme grotesque. Qu'on ne peut s'empêcher d'évoquer le beau livre de Madame la Comtesse de Ségur, née Rostopchine, *Quel amour d'enfant!* et les querelles opposant le petit Georges, 4 ans, à la jeune Isabelle, 3 ans: "je te défends de t'asseoir sur mon banc... — Si tu touches à ma poupée, je le dirai à Maman! "Etc.

A propos du détournement de Cointrin: J'ai tout d'abord pensé à Monsieur le Conseiller fédéral Chevallaz. N'oublions pas que son premier programme politique, nettement "terroriste", comportait l'indépendance de l'île de Rolle et si je ne me trompe le rattachement de la Savoie à la Suisse. Ceci en 1937. Et puis, il aurait décidé de jouer un tour à MM. Gnaeggi et Furgler, qui ne cessent de présenter des budgets énormes, lui laissant le soin de trouver l'argent — je l'aurais compris. Mais j'ai changé d'avis.

Songeant à l'adage latin *Cui prodest?* (à qui le crime rapporte-t-il?), je suis arrivé à la conclusion que seul M. Furgler retirait quelque profit de la petite plaisanterie : un argument spectaculaire en faveur de sa tendrement aimée PFS...

Il fallait y penser. Diablement fort de sa part! Mais M. Furgler est fort intelligent — on ne le sait que trop!

J.C.

Certes, ce n'est pas le grand soir; tout reste dans l'ordre, le propriétaire dispose de son bien comme il l'entend et les usagers demeurent sans droit. Tout sauf, que des habitants ont réagi collectivement, sans grands discours sur la propriété privée et la lutte de classes, et sans rien demander à personne.

Toujours dans le canton de Zurich, un régisseur peu ordinaire suscite chez ses locataires la prise en main de l'administration de leurs immeubles ("Tages Anzeiger" magazine du 8 juillet 1978). Des habitants qui se connaissent, qui débattent ensemble de leurs problèmes, qui ont leur mot à dire sur l'aménagement de leur cadre de vie, qui agissent collectivement dans leurs relations avec le propriétaire et l'autorité communale.

Là non plus la propriété n'est pas remise en question et les "droits" des habitants n'existent qu'à bien plaisir. L'expérience est fragile. Mais la réflexion et l'action en commun à propos des réalités très concrètes d'un quartier, d'un ensemble d'immeubles, n'est-elle pas un préalable indispensable à une participation démocratique authentique à tous les niveaux?

Dans l'antichambre du grand soir

Dans la banlieue zurichoise le propriétaire d'un immeuble transforme le jardin attenant en place de parage, contre le voeu des locataires. Ces derniers louent toutes les cases fraîchement peintes et les mettent à disposition des enfants comme place de jeu. Ils économisent le prix de la location en renonçant à la voiture pour leurs déplacements quotidiens au profit du vélo.

Consommateurs militaires

Un domaine que les consommatrices suisses (et pour cause!) n'ont pas encore abordé à travers des tests adéquats: le matériel militaire! Les Belges, eux, se sont lancés dans cette expérience, qui doivent faire dans les plus brefs délais l'acquisition de plus d'un millier de blindés et véhicules militaires apparentés (voir "Pourquoi pas?", 7.9.78). En présence donc, deux sortes de véhicules à chenilles américains, deux modèles français et deux variantes du très helvétique "Mowag Piranha" (8x8 et 6x6) dont les qualités et les défauts sont actuellement soupesés par les spécialistes belges. Parmi les éléments du dossier relevés par "Pourquoi pas?", ces notes au chapitre "standardisation": "Pour les véhicules suisses (appréciés par ailleurs pour leur

bonne qualité, "helvétisme oblige"...), nous n'aurons de pièces de rechange qu'à condition de tout produire et stocker à partir de nos usines, sous licence; car le "Piranha" n'est en service, jusqu'à présent, que dans des unités canadiennes". Et au chapitre "politique": "Les Suisses ne sont, évidemment, ni atlantistes, ni même européens; n'empêche qu'ils vendent du canon Oerlikon un peu partout; comment font-ils? allez donc savoir". Pour finir, ce diagnostic façon "j'achète mieux" qui est une grande première, sur le plan méthodologique, dans la défense du consommateur (militaire): "La solution ambitieuse et novatrice, anticipant sur les besoins tactiques 1985: on se monte entièrement sur roues, de préférence sur roues suisses! Car tant qu'à essayer des formules nouvelles, autant le faire sur du matériel de bonne qualité". Allons donc! Du renfort pour les marchands de canons suisses...